



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 2 – 11 au 24 janvier 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement a amendé l'*Online Safety Bill* et a fait des concessions aux députés de la droite du parti conservateur

Economie numérique et régulation

- La réunion inaugurale du *U.S.-UK Comprehensive Dialogue on Technology and Data* s'est tenue à Washington
- Une députée conservatrice demande au gouvernement de réexaminer le rachat de *Flusso* par *Shangai Sierchi Enterprise Management Partnership* en raison de soupçons de liens de l'entreprise avec l'Etat chinois
- Des employés britanniques attaquent *Twitter* en justice à la suite de la vague de licenciements du mois de novembre
- *Amazon* a annoncé la fermeture de trois de ses entrepôts britanniques en 2023
- Le ministre en charge du secteur financier a annoncé la publication prochaine d'une consultation concernant la monnaie digitale de banque centrale (CBDC)

Données et intelligence artificielle

- Le fonds « *Levelling-Up* » va financer un nouveau campus universitaire axé sur l'intelligence artificielle à Blackpool

Cyber-sécurité

- La *Royal Mail* et le *Guardian* ont fait l'objet d'une cyberattaque par *ransomware*

Spatial

- *Virgin Orbit* souhaite effectuer une nouvelle tentative de mise en orbite de satellites depuis le R-U en 2023
- Le R-U et l'Arabie Saoudite vont collaborer dans le spatial et l'innovation

Ecosystème tech

- A Davos, le ministre britannique en charge des entreprises a annoncé le lancement d'un « *Scale-Up Summit* » et sa volonté de faire du R-U la capitale européenne des « *scale-ups* »
- *BioNTech* va racheter *InstaDeep*, une *start-up* britannique spécialisée dans l'IA
- *BritishVolt* est placée en liquidation judiciaire
- *British Business Bank* va lancer un fonds de 130 M£ à destination des entreprises du Pays de Galles
- L'écosystème tech britannique en 2023 vu par des investisseurs en *venture capital*: un environnement perturbé par la conjoncture économique

Fait marquant : Le gouvernement a amendé l'Online Safety Bill et a fait des concessions aux députés de la droite du parti conservateur

L'examen de l'*Online Safety Bill* a repris le 17 janvier à la *House of Commons*. Au cours du mois de décembre, le gouvernement a fait voter de nombreux [amendements](#) au texte, dont :

- le retrait de l'obligation – prévue dans la version originale du texte – pour les plateformes de retirer les contenus « *légaux mais préjudiciables* » pour les adultes;
- l'obligation pour les plate-formes de disposer d'outils permettant aux adultes de contrôler les contenus préjudiciables auxquels ils pourraient être exposés.

La reprise de l'examen du texte au mois de janvier a été assez tendue car une trentaine de députés conservateurs et l'opposition travailliste menaçaient de s'allier afin de soutenir un amendement présenté par deux députés conservateurs visant à rendre les dirigeants de plateformes de réseaux sociaux pénalement responsables et passibles d'une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement s'ils « *consentent ou sont complices de l'ignorance des exigences applicables, risquant ainsi de nuire gravement aux enfants* »; cet amendement n'a pas été soutenu par le gouvernement qui estimait qu'une telle mesure risquait de porter atteinte à « *l'innovation* ». Le gouvernement a finalement dû céder sur ce point: si les députés ont accepté de retirer l'amendement à la Chambre des Communes, le gouvernement s'est engagé à le présenter devant la Chambre des Lords. Si l'amendement est plutôt soutenu par les ONG, *Tech UK* – représentant des intérêts des entreprises numériques au R-U - [estime](#) que cela « *créerait des raisons pour les entreprises de ne pas investir et de ne pas s'installer au Royaume-Uni* ». Dans une [déclaration écrite](#), Michelle Donelan, ministre en charge du numérique, s'est également engagée à présenter un autre amendement à la Chambre des Lords - porté par des députés conservateurs - visant à ériger en infraction le fait de publier des vidéos montrant des personnes traversant la Manche sous un jour « *positif* ». Ces

nouveaux amendements devront désormais être débattus à la Chambre des Lords où l'examen du texte débutera le 1^{er} février.

Economie numérique et régulation

1 La réunion inaugurale du *U.S.-UK Comprehensive Dialogue on Technology and Data* s'est tenue à Washington

En octobre dernier, Gina Raimondo, la Secrétaire d'Etat au commerce américaine, et Michelle Donelan, la ministre britannique en charge du numérique, avaient annoncé le lancement du *U.S.-UK Comprehensive Dialogue on Technology and Data*. La [réunion inaugurale](#) s'est tenue à Washington le 12 janvier. Lors de cette réunion, les deux pays se sont accordés sur des objectifs pour 2023, tels que :

- collaborer à la facilitation des flux de données mondiaux y compris lors des discussions multilatérales au sein du *Global Cross-Border Privacy Rules Forum* ;
- finaliser et mettre en œuvre une passerelle pour la libre circulation des données entre les États-Unis et le Royaume-Uni ;
- promouvoir des systèmes de télécommunication ouverts, interopérables, fiables et sécurisés, tels que l'*Open RAN*, et œuvrer pour l'adoption d'une approche coopérative sur la R&D en matière de télécommunications ;
- se faire le champion du nouveau Forum mondial de l'OCDE sur la technologie afin de soutenir leur ambition commune de créer une communauté de partenaires partageant leurs valeurs ;
- identifier les possibilités de coopération entre le Royaume-Uni et l'industrie américaine des semi-conducteurs ;
- renforcer la collaboration entre le Royaume-Uni et les États-Unis en matière de développement de normes techniques d'IA, notamment par le biais de recherches conjointes et de partage d'informations.

2 Une députée conservatrice demande au gouvernement de réexaminer le rachat de *Flusso* par *Shangai Sierchi Enterprise Management Partnership* en raison de soupçons de liens de l'entreprise avec l'Etat chinois

L'entreprise britannique *Flusso* – un *spin-out* de l'université de Cambridge développant une technologie liée à l'industrie des semi-conducteurs - a été rachetée en août dernier par la *special purpose vehicle Shangai Sierchi Enterprise Management Partnership* pour 28 M£. Alicia Kearns, députée conservatrice et présidente de la commission des affaires étrangères à la

Chambre des communes, estime que l'opération n'aurait pas dû être autorisée par le ministre en charge des entreprises de l'époque, Kwasi Kwarteng, et a [demandé](#) au gouvernement s'il comptait revenir sur sa décision. Interrogée par [UKTN](#), la députée a déclaré craindre que cette opération « *ne fasse tomber la technologie des semi-conducteurs développée au R-U entre les mains du parti communiste chinois* » et estime ainsi que l'opération porterait atteinte à la sécurité nationale du R-U. Selon le [South China Morning Post](#), Sierchi serait détenu à 80 % par Zhenxin Equity Investment Partnership, une filiale de Baoding Investment, un géant de l'investissement basé à Shanghai qui aurait des « *bailleurs de fonds publics* » chinois. Un ancien agent des services de renseignement britanniques a déclaré à UKTN que le rachat de Flusso « *montre une fois de plus que la Chine considère l'industrie des semi-conducteurs comme un autre théâtre pour ses opérations d'influence, et expose la réalité des liens du PCC avec les entreprises privées* ». M. De Luca, PDG et co-fondateur de Flusso, a déclaré à UKTN que les acquéreurs n'avaient aucun lien avec l'Etat chinois, tandis que Scott Singer, cofondateur et directeur du groupe de recherche Oxford China Policy Lab, a rappelé que les semi-conducteurs étaient utilisés « *dans certaines des technologies militaires les plus sophistiquées du monde* ». Le gouvernement a répondu à la députée que l'opération avait été autorisée en juin 2022 et qu'il ne ferait aucun commentaire supplémentaire à son sujet pour des raisons de confidentialité commerciale.

3 Des employés britanniques attaquent Twitter en justice à la suite de la vague de licenciements du mois de novembre

Selon le [Financial Times](#), des employés britanniques licenciés par Twitter lorsque Elon Musk en a pris la tête affirment que ces licenciements ont été menés de manière illégale. Dans une lettre envoyée à la plateforme, le cabinet d'avocats Winckworth – qui représente 43 des 180 employés britanniques licenciés – estime que Twitter leur a infligé un « *traitement illégal, injuste et totalement inacceptable* » dans le cadre d'une « *procédure de licenciement fictive* ». Depuis qu'Elon Musk a racheté l'entreprise début novembre, Twitter aurait supprimé près de la moitié de son effectif mondial de 7 500 personnes. Par ailleurs, Mike Clancy, secrétaire général du syndicat britannique Prospect, a écrit à Twitter, faisant part des mêmes préoccupations et exhortant la plateforme à « *interrompre le processus de licenciement* ». Selon la loi britannique, si une entreprise supprime plus de 100 emplois, une période de consultation d'au moins 45 jours doit être organisée par l'entreprise avec les employés « *à risque* » avant que les licenciements puissent avoir lieu. Prospect et Winckworth affirment que Twitter a pris fin octobre la décision de procéder à ces licenciements et que l'entreprise a coupé l'accès aux ordinateurs et aux bureaux du personnel le jour de l'annonce de leurs licenciements, avant de faire une tentative « *rétrospective* » d'introduction de consultation officielle. E. Musk souhaite réduire les coûts de la société, affirmant qu'elle pourrait être

confrontée à un flux de trésorerie négatif de 3 Md\$ par an, voire à la « faillite » si elle ne parvenait pas à améliorer sa santé financière.

4 Amazon a annoncé la fermeture de trois de ses entrepôts britanniques en 2023

Amazon a [annoncé](#) la fermeture de trois de ses entrepôts britanniques (à Hemel Hempstead, Doncaster et Gourock) au cours de l'année 2023, une décision qui conduira au licenciement de 1 200 personnes. Cette annonce intervient une semaine après que l'entreprise a annoncé la suppression de 18 000 postes dans le monde, principalement dans ses divisions de commerce en ligne et de ressources humaines. Amazon avait beaucoup embauché pendant la pandémie afin de répondre à la hausse de la demande, mais la baisse des dépenses de consommation causée par une forte inflation ([10,5 %](#)) contraint l'entreprise à réduire ses coûts. Le cours de l'action d'Amazon a chuté de près de 50 % en 2022. Les travailleurs affectés par ces fermetures se verront proposer des postes alternatifs dans les sites Amazon voisins ou dans des sites de recyclage. La fermeture du centre de distribution de Gourock, en Ecosse, serait « dévastatrice » selon le député travailliste Neil Bibby, qui a demandé au gouvernement d'Édimbourg de révéler si le groupe technologique américain avait reçu des fonds publics. « Nous savons qu'Amazon a bénéficié de fonds publics importants dans le passé et il est décevant qu'ils aient décidé de quitter une communauté qui les a si bien servis », a déclaré M. Bibby au [Financial Times](#).

5 Le ministre en charge du secteur financier a annoncé la publication prochaine d'une consultation concernant la monnaie digitale de banque centrale (CBDC)

Andrew Griffith, ministre en charge du secteur financier britannique, a indiqué lors d'une [audition parlementaire](#) qu'aucune décision n'était prise quant à l'introduction d'une CBDC au R-U et que l'essentiel était de traiter les préoccupations financières et techniques soulevées plutôt que de se positionner en pionnier (« *I would rather be right than be first* »). Il a estimé que les cas d'usage d'une CBDC dite « *wholesale* » - échangée entre les acteurs financiers - seraient probablement plus pertinents dans un premier temps par rapport à une CBDC utilisée par l'ensemble des agents économiques. Il a toutefois indiqué qu'une monnaie digitale de type « *stablecoin wholesale* » émise par le secteur privé mais adossée à la monnaie de banque centrale, était susceptible de voir le jour avant une CBDC *wholesale* (qui permettrait des paiements interbancaires). Enfin, il a également confirmé la publication prochaine d'une consultation sur le futur cadre réglementaire des cryptoactifs.

Données et intelligence artificielle

1 Le fonds « *Levelling-Up* » va financer un nouveau campus universitaire axé sur l'intelligence artificielle à Blackpool

Le gouvernement a [lancé](#) la seconde tranche du fonds « *Levelling-Up* » (enveloppe totale de 4,8 Md£), pour un montant de 2,1 Md£. Cette seconde vague de financement va notamment permettre le développement d'un nouveau campus axé sur l'intelligence artificielle à Blackpool (Lancashire) à hauteur de 40 M£. La politique du « *Levelling-Up* » était l'un des éléments clés de la campagne de Boris Johnson lors des dernières élections générales, dont l'objectif était de réduire les écarts de développement entre les différentes régions du pays. Le Premier ministre, Rishi Sunak, a déclaré que cette annonce représentait « *un nouveau financement transformationnel pour mettre à niveau les communautés locales à travers le Royaume-Uni* ». La première tranche de 1,7 Md£ avait été annoncée en 2021, attribuant des financements à 105 projets. Le gouvernement a confirmé la mise en œuvre ultérieure d'une troisième tranche du fonds, que de nombreux députés craignaient de voir compromise en raison de l'inflation.

Cyber-sécurité

1 La *Royal Mail* et le *Guardian* ont fait l'objet d'une cyberattaque

La *Royal Mail* et le *Guardian* ont été victimes d'une cyberattaque par *ransomware* (type de *malware* qui empêche les utilisateurs d'accéder à leur système ou à leurs fichiers personnels, exigeant le paiement d'une rançon en échange du rétablissement de l'accès). Le *Guardian* a [confirmé](#) avoir été touché par une cyberattaque en décembre ayant exposé les données de son personnel britannique mais affirmant qu'il n'y avait « *aucune raison de croire que les données personnelles des lecteurs et des abonnés avaient été consultées* ». L'[attaque](#) ayant visé la *Royal Mail* en janvier a touché son service de livraison à l'international, retardant fortement la livraison du courrier et des colis.

Spatial

1 *Virgin Orbit* souhaite effectuer une nouvelle tentative de mise en orbite de satellites depuis le R-U en 2023

Après l'échec le 9 janvier de la mise en orbite de satellites par le *Launcher One* de *Virgin Orbit* depuis le R-U, Richard Branson – actionnaire à hauteur de 75 % de *Virgin Orbit* – a [annoncé](#) que l'entreprise avait entrepris « *des discussions actives* » afin d'effectuer une nouvelle tentative au cours de l'année 2023. Les actions de *Virgin Orbit*, cotée en bourse depuis un peu plus d'un an, ont fortement chuté à l'annonce de l'échec de la mission, après avoir chuté de 84 % en 2022. La mission était clé pour le R-U et son ambition de prendre une part du marché - en pleine expansion - des services satellitaires commerciaux en orbite terrestre basse. Des services tels que le haut débit et la surveillance du climat seront de plus en plus amenés à être fournis à partir de cette région de l'espace. Le R-U, qui a six autres ports spatiaux en cours de développement, espère être le premier pays à lancer un satellite depuis l'Europe occidentale. Le directeur des vols spatiaux commerciaux au sein de la *UK Space Agency*, Matt Archer, a [déclaré](#) « *nous restons déterminés à devenir le premier fournisseur de services de lancement de petits satellites commerciaux en Europe d'ici 2030, avec des lancements verticaux prévus depuis l'Écosse* ».

2 Le R-U et l'Arabie Saoudite vont collaborer dans le spatial et l'innovation

Le 12 janvier, Grant Shapps, ministre britannique en charge des entreprises, a rencontré Adbullah Al-Swaha, ministre saoudien en charge des télécommunications et président de la Commission spatiale saoudienne, pour discuter d'un accord potentiel visant à renforcer la collaboration dans le spatial et l'innovation. Selon le [communiqué](#) du gouvernement britannique, cet accord pourrait « *débloquer des opportunités commerciales importantes pour les entreprises britanniques* ». Cette collaboration aurait notamment pour objet d'œuvrer au développement de centrales solaires orbitales dans les années à venir. Cette nouvelle technologie consiste à collecter l'énergie solaire à l'aide d'un satellite en orbite géostationnaire équipé de panneaux solaires, et à transmettre cette énergie vers un point fixe sur terre grâce à la technologie radio. Ses principaux avantages par rapport à l'énergie éolienne et à l'énergie solaire terrestre sont sa capacité à fournir une énergie de jour comme de nuit, tout au long de l'année et quelles que soient les conditions météorologiques. L'intérêt pour cette technologie s'est accru ces dernières années en raison de la baisse rapide des coûts. Selon le gouvernement, l'entreprise britannique *Space Solar* et la ville saoudienne en

cours de construction NEOM pourraient collaborer au développement de cette nouvelle technologie. En parallèle, *UK Space Agency* va financer, à hauteur de 500 000 £, un projet de production d'énergie solaire depuis l'espace mené par [Satellite Applications Catapult](#) (le financement vise à étudier les conditions techniques de réalisation du projet).

Ecosystème tech

1 A Davos, le ministre britannique en charge des entreprises a annoncé le lancement d'un « *Scale-Up Summit* » et sa volonté de faire du R-U la capitale européenne des « *scale-ups* »

Lors du Forum économique mondial à Davos, Grant Shapps, ministre britannique en charge des entreprises, a annoncé le lancement d'un « *Scale-Up Summit* » qui devrait réunir des personnalités de la technologie, du développement et de la finance. Le ministre a également dévoilé sa [vision](#) de « *Scale-Up Britain* » et sa volonté de faire du pays la capitale européenne des « *scale-ups* ». Selon le ministre, le R-U « *doit mieux faire* » afin de convertir les *start-ups* en *scale-ups*, afin d'offrir un environnement propice au développement d'entreprises sur le long-terme. M. Shapps a également souligné les opportunités économiques offertes par le Brexit, notamment grâce à la récupération des pouvoirs nécessaires au soutien de l'investissement. Il souhaite développer une « *Silicon Valley avec une touche britannique* », plus redistributive et éthique. Ce discours fait écho à la déclaration du Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, qui avait annoncé lors de l'[Autumn Statement](#) sa volonté de « *faire du R-U la prochaine Silicon Valley* ».

2 *BioNTech* va racheter *InstaDeep*, une *start-up* britannique spécialisée dans l'IA

BioNTech, l'entreprise de biotechnologie allemande qui a développé un des vaccins à ARN messager les plus utilisés contre la Covid-19 avec l'entreprise Pfizer, va [racheter](#) la *start-up* britannique *InstaDeep*, qui a notamment développé un système d'alerte précoce pour prédire les futurs variants de la Covid-19. L'accord fait suite à une collaboration de plusieurs années : *BioNTech* avait investi 100 M£ dans une levée de fonds réalisée par *InstaDeep* l'année dernière. Uğur Şahin, directeur général de *BioNTech*, a [déclaré](#) que « *L'acquisition d'InstaDeep nous permet d'intégrer les capacités d'IA du monde numérique, qui évoluent rapidement, dans nos technologies, nos recherches, nos découvertes de médicaments, nos processus de fabrication et de déploiement* ». Les sociétés pharmaceutiques s'intéressent de plus en plus à la façon dont l'intelligence artificielle peut accélérer le processus de découverte

de nouveaux médicaments. Karim Beguir, directeur général et cofondateur d'*InstaDeep*, a déclaré «*Ensemble, nous envisageons de construire un leader mondial qui combine la recherche biopharmaceutique et l'IA dans le but de concevoir des immunothérapies de nouvelle génération qui améliorent les soins médicaux - aidant ainsi à combattre le cancer et d'autres maladies*».

3 *BritishVolt* est placée en liquidation judiciaire

La *start-up*, qui prévoyait d'implanter une *gigafactory* près de Blythe dans le Northumberland d'ici 2025, connaissait depuis plusieurs mois d'importantes difficultés financières qui l'avaient obligée à suspendre le chantier sur le site. Deux offres concurrentes de rachat des parts, l'une par les principaux actionnaires de l'entreprise et l'autre, par une société d'investissement basée à Londres, ont échoué. Le cabinet de conseil *EY* a pris en charge la liquidation et la majorité des 300 employés devraient être licenciés. Le gouvernement estimait que le projet de *BritishVolt* était stratégique pour l'implantation d'une filière nationale d'approvisionnement en batteries. Le site pourrait intéresser d'autres entreprises en raison de ses caractéristiques, qui en feraient un endroit idéal pour y ouvrir une *gigafactory* : taille, accès aux réseaux de transports et à une énergie décarbonée. Selon le *FT*, plusieurs d'entreprises, dont *Tata Motors* et *Glencore* (principal investisseur dans *BritishVolt*) auraient déjà exprimé leur intérêt pour le site.

4 *British Business Bank* va lancer un fonds de 130 M£ à destination des entreprises du Pays de Galles

British Business Bank a [annoncé](#) le lancement d'un fonds de 130 M£ sur cinq ans, à l'automne 2023, destiné à soutenir les entreprises du Pays de Galles. Louis Taylor, le PDG de *British Business Bank*, a confirmé la date de lancement du fonds, qui avait été annoncé pour la première fois dans l'*Autumn Statement 2021* par le Chancelier de l'Échiquier de l'époque, Rishi Sunak. Selon [UKTN](#), le fonds suivra probablement une stratégie d'investissement similaire à celle du fonds écossais, en proposant des prêts allant de 25 000 à 2 M£, ainsi que des prises de participation pouvant atteindre 5 M£.

5 L'écosystème tech britannique en 2023 vu par des investisseurs en *venture capital*: un environnement perturbé par la conjoncture économique

L'année 2022, avec la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, a marqué la fin de l'ère des capitaux bon marché; un environnement rompant avec les importantes levées de fonds (en nombre et montant) réalisées en 2021. [UKTN](#) a interrogé 12 investisseurs en *venture capital* sur leurs prédictions pour l'écosystème tech en 2023 :

- les licenciements dans les grandes entreprises technologiques devraient donner naissance à de nouvelles *start-ups*, selon Sarah Barber, PDG de *Jenson Funding Partners*. Elle estime que « *chaque fois qu'il y a des licenciements massifs, il y aura une petite mais importante cohorte de personnes qui transformeront une crise de carrière en une opportunité et deviendront entrepreneurs* » ;
- le secteur du B2C devrait durement être touché en raison de la crise du coût de la vie, selon Jay Wilson, directeur des investissements chez *AlbionVC* ;
- la relation entre les dirigeants de *start-ups* et les fonds en *venture capital* devrait devenir plus difficile, selon David Foreman, directeur général de *Praetura Ventures*. Il estime que « *L'augmentation des coûts, l'incertitude économique, l'agitation politique et les difficultés de financement vont frapper les start-ups (...). Elles vont devoir prendre des décisions très difficiles, en faisant la part des choses entre croissance et survie* » ;
- les secteurs de l'hydrogène et des véhicules autonomes devraient connaître quelques difficultés, selon Jamie Vollbracht, partenaire chez *Kiko Ventures* ;
- on devrait assister à un fort développement de la commercialisation de l'IA générative (algorithmes qui utilisent des contenus existants au service de leur apprentissage pour en générer de nouveaux), selon Alex Smout, principal chez *InMotion Ventures*.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 11 et 24 janvier 2023 :

- [QV Bioelectronics](#), BioTechnology (entreprise développant un dispositif médical implanté destiné à traiter les tumeurs au cerveau), [Seed Round, 2 M£](#)
- [Oxcan](#), IA (start-up utilisant l'apprentissage automatique pour la détection précoce du cancer du poumon), [Seed Round, 3 M£](#)
- [Oxbotica](#), Autonomous Vehicle (entreprise ayant développé des logiciels pour véhicules autonomes), [Série C, 115 M£](#)
- [Perspectum](#), BioTechnology (start-up développant des outils pour améliorer la détection de maladies du foie), [Série C, 31 M£](#)
- [CareLineLive](#), MedTech (start-up proposant un logiciel de gestion numérique pour les soins à domicile), [Venture Round, 3 M£](#)
- [Apperio](#), LegalTech (entreprise développant un logiciel de gestion des dépenses pour les cabinets d'avocats), [Venture Round, 5,8 M£](#)
- [Blue-i](#), EventTech (entreprise fournissant des services audiovisuels au secteur de l'évènementiel), [Venture Round, 13,8 M£](#)
- [GSS](#), RegTech (plate-forme évaluant les données de transaction des institutions financières), [Venture Round, 37 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international